



Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice, « RRSSJ »

ASBL de droit congolais, doté de la Personnalité Juridique aux termes de l'Arrêté Ministériel
n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012

Rapport Annuel 2012 du RRSSJ

**Période du
1^{er} avril 2012 au
31 mars 2013**

SYNTHESE

PROLOGUE

Le présent rapport annuel décrit le déroulement des principales activités menées par le Bureau de Coordination Nationale (BCN), d'une part et, d'autre part, par les membres du Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice (RRSSJ), en étroite collaboration avec leurs Coordinations Provinciales respectives. Il couvre la période allant du 1^{er} avril 2012 au 30 mars 2013.

Il retrace les activités réalisées par le RRSSJ, au niveau national et international, dans le cadre non seulement de la mise en œuvre de son Agenda de monitoring de la réforme du secteur de sécurité, mais aussi de son Plan Opérationnel 2012-2013. Il relève, en outre, les cas de succès récoltés ainsi que les défis à relever, avant de terminer sur les perspectives pour plus de durabilité des activités du RRSSJ.

C'est également ici l'occasion de souligner que la plupart des activités menées par le RRSSJ, à travers son Bureau de Coordination Nationale et ses Bureaux de Coordination Provinciale l'ont été grâce au soutien financier et/ou technique des Partenaires suivants :

- La Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR¹ : à travers le projet d'appui au Bureau de Coordination Nationale du RRSSJ, projet couvrant la période du 02 avril 2012 au 31 mars 2013. A cela s'ajoutent les interventions directes en faveur des trois provinces-pilotes du Programme SSAPR [appui matériel, subvention de certains projets/activités...];
- La Fondation Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA); à travers son « Appui au plaidoyer de la Société Civile sur la Réforme de l'armée en République démocratique du Congo » ;
- Eastern Congo Initiative (ECI) : à travers son soutien au plaidoyer international et national du RRSSJ pour une réforme efficace du secteur de sécurité en RDC ;
- La Mission Européenne de Police (EUPOL-RDC) : à travers son soutien au renforcement des capacités des acteurs de la Société Civile de la Commune de Kinshasa, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet COREKIN [Commissariat de Référence de Kinshasa] ;
- La Cellule Réforme du Secteur de Sécurité de la MONUSCO : à travers son appui logistique au transport aérien des délégués provinciaux à l'Atelier national d'octobre 2012 et à la Réunion Nationale d'avril 2013;
- Oxfam International : à travers son soutien au plaidoyer du RRSSJ au niveau de l'Union africaine ;
- Search for Common Ground : à travers son soutien à la participation du RRSSJ au « Great Lakes Policy Forum »².

I. ACTIVITES MENEES ET SUCCES ENREGISTRES

Le Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice (RRSSJ) a été créé pour aider la population civile à mieux exprimer sa demande, en matière de sécurité et de justice et l'accompagner dans ses efforts d'amélioration de la situation précaire ainsi que de l'image ternie actuelle du secteur de sécurité et de justice en République démocratique du Congo.

¹ Security Sector Accountability and Police Reform, programme financé en RDC par la Coopération Britannique

² Forum sur les politiques publiques de la Région des Grands Lacs, organisé à Washington (Etats-Unis), en février 2013.

Au fur et à mesure que le processus de réforme du secteur de sécurité évolue, le RRSSJ s'affirme de plus en plus comme l'interlocuteur privilégié sur des questions de sécurité en RD Congo face aux acteurs étatiques et non étatiques du secteur de sécurité aussi bien en RDC que sur le plan international. Ses interventions, dans le domaine de monitoring et de plaidoyer lui ont permis de développer une expertise certaine pour influencer positivement sur les aspects importants de sécurité au niveau national.

Sur fonds propre, issu des cotisations spéciales de ses membres, le RRSSJ a pu compléter et finaliser la légalisation de son existence avec l'obtention de la Personnalité Juridique, aux termes de l'Arrêté Ministériel n°767/CAB/MIN/J&DH/2012 du 18 avril 2012. L'étape ainsi franchie est considérée - à juste titre - comme étant un succès retentissant de l'année.

D'autres cas de succès ont eu à s'inscrire à son actif en termes de plaidoyer, notamment :

- *Le plaidoyer international et national d'avril 2012 en faveur de la réforme du secteur de sécurité (RSS) en RDC qui a notamment abouti au renouvellement du mandat de la MONUSCO avec des impératifs nécessaires sur la Réforme du Secteur de Sécurité ;*
- *L'argumentaire de plaidoyer en faveur de la promulgation et de la publication des Lois et textes réglementaires sur la réforme du secteur de sécurité et de justice en République démocratique du Congo (juillet 2012) qui a notamment abouti à la promulgation de la Loi portant Statut du Militaire des FARDC ;*
- *L'argumentaire de plaidoyer pour une réforme efficace de l'Armée développé à l'issue de l'organisation d'un Atelier National sur les enjeux sécuritaires de la RDC qui a contribué au débat sur l'opportunité d'une imposition de la paix en RDC, à travers l'envoi d'une force internationale neutre ;*
- *La lettre ouverte au Président de la République démocratique du Congo sur « L'urgence et la nécessité de matérialiser la réforme de l'Armée » qui a notamment contribué à l'augmentation, dans le budget national 2013 de la RDC, de l'enveloppe consacrée à la sécurité et à la défense ;*
- *Avec la promulgation, le 23 janvier 2013 de la Loi n°13/005 du 15 janvier 2013 portant statut du militaire des Forces Armées de la République démocratique du Congo, le RRSSJ estime y avoir contribué aux termes de ses multiples actions de plaidoyer en faveur de la Réforme du Secteur de Sécurité en RDC.*

En outre, sur base de son Plan Opérationnel 2012-2013 et de son Agenda de monitoring de la réforme du secteur de sécurité, le RRSSJ a développé plusieurs activités, allant dans le sens du processus de restructuration, du renforcement des capacités de ses membres, du monitoring, de plaidoyer, de sensibilisation, etc. avec notamment l'appui de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR, de la Fondation OSISA, de la Mission EUPOL, d'Eastern Congo Initiative, de la MONUSCO, d'OXFAM International et de Search for Common Ground.

Dans le même ordre d'idée, le réseau s'est efforcé d'avoir plus d'encrage au sein des communautés de base, au nom et pour l'intérêt desquelles il mène ses actions de terrain. La démarche a plus visé la préparation des regroupements communautaires, non seulement à exprimer leurs besoins en matière de sécurité, mais aussi à coopérer positivement avec les prestataires de sécurité pour un rapprochement effectif et une cohabitation pacifique.

Ci-après, quelques activités, à titre strictement illustratif, menées avec différents Partenaires :

1.1. Activités menées avec l'appui de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR

A travers le projet d'appui au Bureau de Coordination Nationale du RRSSJ, projet couvrant la période du 02 avril 2012 au 31 mars 2013, la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR a permis au RRSSJ, notamment :

- d'organiser sa 10^{ème} Réunion Nationale, à l'issue de laquelle le Plan Opérationnel 2012-2013 ainsi que l'Agenda de monitoring du secteur de sécurité furent validés ;
- de renforcer les compétences de ses membres au niveau national et dans les provinces pilotes du programme SSAPR notamment en monitoring de la Police de Proximité et en Recherche-Action ;
- de procéder à la sa restructuration et à son renforcement ;
- d'assurer une mise à jour quotidienne du site web, avec les informations sécuritaires ;
- de faire le plaidoyer en faveur de la promulgation des lois et textes réglementaires, en matière de RSS ;
- d'adresser une note technique au Ministre de l'intérieur, Sécurité, décentralisation et Affaires Coutumières, en rapport avec les écueils du processus de réforme de la Police ;
- d'animer des débats médiatiques avec notamment le Groupe GEOPOLIS et les journalistes intéressés à la RSS ;
- d'effectuer trois missions conjointes de suivi avec l'Inspection Générale de la PNC, etc.



Photo de famille des deux formateurs et des participants à l'atelier sur la Recherche-Action

1.2. Activités menées avec l'appui de la Fondation Open Society Initiative for Southern Africa

En date du 21 septembre 2012, le RRSSJ a eu à signer un contrat de subvention avec OSISA dans le cadre de la mise en œuvre du projet mis sous le signe de: "Appui au plaidoyer de la Société Civile

sur la Réforme de l'armée en République démocratique du Congo ». Les activités liées à ce projet couvrent la période allant du 17 septembre 2012 au 16 mai 2013.



Vue des participants à l'atelier national sur les enjeux sécuritaires de la RDC

Il y a lieu de souligner, à l'actif de ce projet, la réalisation des activités dans toutes les onze (11) provinces de la RDC, ce qui a notamment permis au RRSSJ d'être visible dans les activités liées particulièrement à la réforme de l'Armée.

En termes de réalisation, on note ainsi :

- L'organisation d'un atelier national sur les enjeux sécuritaires de la RDC ;
- Le développement d'un argumentaire de plaidoyer en faveur de la réforme de l'armée ;
- La conception et publication d'un communiqué de presse conjoint avec le Centre pour la Gouvernance et la Ligue des Electeurs pour amener les Nations Unies et l'Union africaine à aller au-delà de simples recommandations pour une imposition de la paix en RDC ;
- La tenue d'un point de presse, suivi de la publication du communiqué de presse conjoint dans la presse écrite ;
- La rédaction et l'envoi d'une lettre ouverte au Président de la RDC sur l'urgence et la nécessité de matérialiser la réforme de l'armée ;
- La tenue de quelques débats médiatiques avec les Députés nationaux et les acteurs de la Société Civile, sur le bilan de la réforme de l'armée et la PNC ;
- L'organisation à Kinshasa de trois forums citoyens dans les quartiers périphériques sur la réforme de l'armée et du secteur de sécurité ;
- La tenue de 11 sessions d'information, en raison d'une session dans chaque Chef Lieu de Province de la RDC, sur le processus de la réforme de l'armée ;
- La publication d'un livret sur les enjeux sécuritaires de la RDC, livret qui a été distribué, non seulement aux Partenaires de mise en œuvre de la RSS en RDC, mais aussi au siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en marge de la tenue de son 20^{ème} Sommet...

1.3. Activités menées avec l'appui de Eastern Congo Initiative

L'appui d'Eastern Congo Initiative a permis au RRSSJ de faire, du 13 au 28 avril 2012, une mission de plaidoyer international sur l'urgence qu'il y a à prendre position sur la Réforme du Secteur Sécuritaire. Cette mission, qui s'est faite juste après la tenue de la 10^{ème} Réunion Nationale du RRSSJ a permis au RRSSJ d'accroître sa visibilité au niveau international. Le Coordonnateur National du RRSSJ, Monsieur Emmanuel KABENGELE, a participé à cette mission non seulement au nom du RRSSJ, mais aussi au nom des Organisations de la Société Civile Congolaise co-signataires du rapport intitulé : « République Démocratique du Congo : Prendre position sur la Réforme du Secteur de Sécurité ».



Le Secrétaire Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la Police (CSRP) parle des avancées significatives enregistrées dans la mise en œuvre de la réforme de la Police Nationale.

La tournée de ce plaidoyer international sur la RSS en RDC s'est faite à Washington (du 15 au 17 avril 2012), New York (du 18 au 21 avril 2012), Paris (du 22 au 24 avril 2012), Berlin (du 25 au 26 avril 2012) et Bruxelles (du 26 au 28 avril 2012). Elle incite le RRSSJ d'envisager une série d'activités en termes de prochaines étapes :

- *Pour permettre à la Société Civile Congolaise d'adopter une vision claire et unanime sur la Réforme de l'Armée et de développer un argumentaire de plaidoyer national pour la création d'un cadre de concertation et d'échanges multi-acteurs sur la réforme de l'armée ;*
- *Pour entamer et susciter un débat national sur la Réforme de l'armée où des efforts sont encore limités.*

Au-delà de cette tournée de plaidoyer international, Eastern Congo Initiative a aussi contribué financièrement et techniquement à l'organisation de l'atelier national sur les enjeux sécuritaires de la RDC qui s'est tenu à Kinshasa, du 1^{er} au 3 octobre 2012.

1.4. Activités menées avec l'appui de la Mission Européenne de Police

Le Projet Commissariat de Référence de Kinshasa (COREKIN) est appuyé par la Mission européenne de Police (EUPOL) et mise en œuvre par le RRSSJ-Kinshasa, via des personnes-ressources et membres, communément appelés les « 15 acteurs³ de COREKIN ».

Le RRSSJ, à travers son Bureau de Coordination Nationale s'est chargé d'accompagner techniquement ces 15 acteurs qui ont été formés et s'approprient présentement de faire la campagne de sensibilisation sur la Police de Proximité, dans les 7 quartiers de la Commune de Kinshasa.



Une vue du calicot exposé lors du lancement de la Campagne de sensibilisation sur la Police de Proximité dans la Commune de Kinshasa appuyée par la Mission EUPOL-RDC.

A l'instar de la Composante Redevabilité Externe du Programme SSAPR et de la MONUSCO, EUPOL-RDC a appuyé l'organisation de la 11^{ème} Réunion Nationale, en prenant en charge quelques rubriques du budget global.

1.5. Activités menées avec l'appui de la Cellule Réforme du Secteur de Sécurité de la MONUSCO à travers son appui logistique

Depuis le mois de septembre 2012, un partenariat s'est établi avec la Cellule Réforme du Secteur de Sécurité de la MONUSCO pour un appui logistique au RRSSJ par la facilitation des transports aériens de ses membres pour des activités organisées au niveau national. C'est dans ce sens que des facilités de voyage par avion ont été accordées :

- 1) à certains délégués à l'atelier national sur les enjeux sécuritaires de la RDC qui sont venus de Bunia, Bukavu, Goma et Kasai Occidental ;
- 2) Les mêmes services ont été rendus par cette même Cellule de la MONUSCO, pour la tenue de cette 11^{ème} Réunion Nationale.

³ Les 15 acteurs sont des membres du RRSSJ habitant la Commune de Kinshasa. Ils ont été préalablement formés sur la Police de Proximité et identifiés par une étude de cartographie, comme appartenant à des organisations réellement opérationnelles sur terrain.

Il sied de souligner le rôle combien important joué par la Section Affaires Civiles de la MONUSCO, dans l'obtention des MOP pour la quasi-totalité de cas. C'est ainsi que le BCN propose qu'un partenariat soit aussi développé avec cette section, surtout auprès des bureaux locaux de la MONUSCO.

1.6. Activités menées avec l'appui d'Oxfam International

Du 17 au 28 janvier 2013, s'est tenue une mission de plaidoyer auprès de l'Union Africaine, en marge de son 20^{ème} Sommet ayant comme thème « *Le panafricanisme et la renaissance africaine* », du 21 au 28 janvier 2013.

Cette mission a été parrainée, financièrement et techniquement, par OXFAM International, dans le cadre de son programme de renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile Africaine à pouvoir collaborer et participer activement aux activités de l'Union africaine à travers certains de ses principaux organes.



Le Coordonnateur National du RRSSJ au point de presse organisé au siège de l'Union Africaine

Le Coordonnateur National du RRSSJ a représenté les Organisations de la Société Civile Congolaise à cette mission à laquelle ont pu participer, outre les experts de OXFAM International, les délégués des organisations de la Société Civile du Mali, du Sénégal, du Kenya, du Soudan, du Rwanda, de l'Ouganda, du Cameroun, du Togo, de la Somalie, du Malawi, de l'Afrique du Sud et autres.

Plusieurs moments forts s'inscrivent à l'actif de cette mission qui a commencé par un renforcement des capacités des OSC sur « *L'engagement et la compréhension de l'Union Africaine et de ses organes* ».

Après la formation, au-delà de la participation à de moments importants du sommet comme les plénières du Conseil Exécutif des Ministres (du 24 au 25 janvier 2013) et de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (du 27 au 28 janvier 2013), le Coordonnateur National du RRSSJ a davantage été impliqué dans l'organisation de quelques activités en marge du sommet. Il s'agit notamment des contacts avec quelques représentations diplomatiques où d'intéressants échanges ont eu à être organisés avec l'Ambassadeur du Royaume de Belgique près l'Union Africaine (le mercredi 23 janvier 2013) et celui des Etats Unis (le vendredi 25 janvier 2013).

En plus des contacts, quelques interviews ont été accordées à des médias internationaux et quelques brèves communications ont pu être présentées par le Coordonnateur National du RRSSJ à l'exposition des photos sur les conflits armés en RDC et au Mali (mercredi 23 janvier 2013) et au point de presse organisé par OXFAM, en marge du sommet (le samedi 26 janvier 2013). Le message du délégué de la RDC s'est voulu être, non seulement un exposé témoignage sur le drame humanitaire qui sévit à l'Est de la RDC, mais aussi un appel à la mobilisation de différents partenaires en vue de la recherche d'une solution durable pour un réel retour à la paix, notamment par l'envoi d'une force d'imposition de la paix. La même recommandation est également ressortie de la communication du Secrétaire Général de Nations Unies à l'ouverture de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en date du le 27 janvier 2013.

1.7. Activités menées avec l'appui de Search for Common Ground

Du 25 février au 1^{er} mars 2013, le Coordonnateur National du RRSSJ a effectué une mission aux Etats Unis, particulièrement à Washington, grâce à l'appui financier de Search for Common Ground et l'appui technique de National Endowment for Democracy (NED), d'Open Society Foundations et de World Movement for Democracy.



Ambassadors George E. Moose and Johnnie Carson (7th and 8th from left) with SFCCG staffers and their Congolese colleagues - avec Perpet Cee, Emmanuel Kabengele Kalonji, Vianney Bisimwa, Mike Jobbins, Amb. George E. Moose, Amb. Johnnie Carson, Dismas Kitenge, Sandra Melone et Honoré HK, à Washington, DC.

Au cours de la mission, le Coordonnateur National a eu successivement :

- A faire une présentation, en date du 25 février 2013, dans le cadre de Great Lakes Policy Forum, dans la salle des conférences de « Council on Foreign Relations » de Washington, sur le processus de réforme du secteur de sécurité en RDC. Sa prestation a eu lieu devant un public de plus de 80 participants, venus d'horizons divers (diplomates, acteurs étatiques, non étatiques...);
- A participer, en date du 26 février 2013, dans Johns Hopkins SAIS Kenney Auditorium, aux discussions avec quelques diplomates sur la RDC, en l'occurrence avec l'Ambassadeur George E.Moose (Professeur à George Washington University) et Johnnie Carson (Secrétaire d'Etat Adjoint américain, chargé du Bureau Afrique). L'on a, au cours de ces discussions, noté un engagement ferme des Etats-Unis à appuyer la mise en œuvre de l'Accord-cadre sur la paix en RDC ;
- A présenter une communication, en date du 1^{er} mars 2013, dans la salle des conférences de NED à Washington, sur la problématique de la réforme du secteur de sécurité en RDC. C'était devant un public composé des experts du Département d'Etat, des acteurs étatiques et non étatiques, etc. ;
- A avoir des séances de travail au Bureau du Congrès, avec le cabinet du Sénateur Jeff Flake d'Arizona, avec les Président, Vice Président, membres du Conseil d'Administration et Directeur de NED, avec un expert du Département d'Etat américain chargé des questions de l'Afrique.

II. QUELQUES DEFIS A RELEVER

En termes de défis, nous pensons en relever cinq majeurs:

- La mobilisation des ressources financières pour pouvoir mettre en œuvre les activités programmées dans le Plan Opérationnel 2013-2014 du RRSSJ⁴ ;
- Le professionnalisme des structures membres du RRSSJ ;
- L'appropriation de toutes les activités par le RRSSJ, en préparation de l'après Programme SSAPR ;
- La gestion, par l'Etat congolais, de toutes les questions de souveraineté touchant à la réforme du secteur de sécurité et de justice.

III. PERSPECTIVES

L'exercice 2013-2014 se révèle être une occasion pour le RRSSJ de continuer à jouer un rôle important :

- en encourageant la culture de rendre compte au sein du secteur de sécurité par le suivi du comportement des prestataires des services de sécurité en RDC ;
- en attirant principalement l'attention sur les déviations des lois nationales et internationales et sur les bonnes pratiques ;
- en suggérant des moyens d'améliorer la responsabilité, en insistant sur la mise sur pied d'un Comité de Suivi de la Réforme de l'Armée;

⁴ Plan adopté et validé à la 11^{ème} Réunion Nationale du RRSSJ ~~10~~ s'est tenue au Centre Thérésianum de Kinshasa du 1^{er} au 4 avril 2013

- en promouvant le dialogue entre les prestataires des services de sécurité et le public à travers des espaces de concertation appropriés en vue du rapprochement et de la coopération/collaboration.

L'on pense notamment arriver, à mettre en œuvre, les activités programmées l'année dernière mais non réalisées, suite surtout à l'insuffisance de financement.

EPILOGUE

L'année 2012 a été déterminante pour le RRSSJ, de surcroît devenu un acteur important, représentant la Société Civile dans la mise en œuvre du processus de la réforme du secteur de sécurité et de justice. Des contacts avec les partenaires impliqués dans le processus de la réforme a ouvert des nouveaux horizons, en termes de partenariat, particulièrement avec OSISA et ECI, en ce qui concerne la réforme de l'Armée.

Le processus de restructuration et du renforcement du RRSSJ, entamé en janvier 2011, a doté les Coordinations Provinciales des Groupes Thématiques sur lesquels reposent désormais les tâches spécifiques quant à l'accompagnement de la mise en œuvre de la réforme du secteur de sécurité et de justice en République démocratique du Congo.

Il convient, toutefois de noter que, malgré les quelques cas de progrès ou de succès enregistrés, beaucoup reste à faire pour que le RRSSJ renforce son encrage au sein des communautés de base, permettant ainsi à la population d'exprimer clairement ses besoins en matière de sécurité et de participer aux différentes étapes prévues dans le cadre de la mise en œuvre de la doctrine de la Police de Proximité (Forums de quartier, Comités Locaux de Sécurité...).

Il en est de même pour l'action de plaider en faveur de la promulgation et/ou de l'adoption des lois et textes réglementaires relatifs à la réforme du secteur de sécurité et de justice. D'où la nécessité, pour le réseau, de trouver des partenaires qui acceptent d'appuyer ce vaste et ambitieux programme d'intériorisation et d'appropriation de la réforme de la Police Nationale, de l'Armée et de la Justice en République démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa, le 5 avril 2013

Le RRSSJ